

# Socialisme, femmes et féminisme

Françoise Thébaud

# Socialisme, femmes et féminisme

Françoise Thébaud

## SOMMAIRE

<b>Introduction</b> .....	5
<b>Socialisme et travail des femmes</b> .....	9
Un mouvement ouvrier longtemps méfiant envers le travail des femmes à l'usine .....	10
La construction d'une division sexuée des tâches et des emplois .....	19
<b>Mouvances socialistes et femmes</b> .....	25
Problématiques récurrentes, déplacements chronologiques .....	26
Travaux récents .....	29
<b>Féminisme et socialisme</b> .....	37
Trajectoires individuelles, engagements et identités multiples .....	39
La dichotomie « féminisme bourgeois » / féminisme socialiste et ses usages politiques et historiographiques .....	43
<i>Annexe : Ouvrages cités</i> .....	49

Professeure émérite d'histoire contemporaine à l'université d'Avignon et des pays de Vaucluse, codirectrice de la revue *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, **Françoise Thébaud** a fondé l'Association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre-Mnémosyne, qu'elle a présidée de 2001 à 2009.

## INTRODUCTION

Nés au XIX<sup>ème</sup> siècle, socialisme et féminisme constituent des corpus d'idées et des pratiques militantes qui se sont incarnés dans des mouvements sociaux et politiques désormais pensés comme pluriels<sup>1</sup>. Tous deux ont tenté de changer le monde, dénonçant la domination de classe ou celle des hommes sur les femmes. Le féminisme est-il donc soluble dans le socialisme, voie royale pour l'émancipation des opprimé(e)s ? Le socialisme prend-il vraiment en charge la question des droits des femmes et celle de l'égalité entre les sexes ? Ces questions se posent aujourd'hui comme elles se sont posées hier. Un détour

Cet essai reprend le rapport introductif à la table ronde « Socialisme, femmes, féminisme » présenté par l'auteure lors du colloque organisé par la Société d'études jaurésiennes et la Fondation Jean-Jaurès les 5 et 6 février 2009 en hommage à Madeleine Rebérioux, « Qu'est devenue l'histoire du socialisme ? ». « Socialisme, religion et laïcité » (Jean-François Chanet) et « Socialisme, une culture » (Christophe Prochasson) figurent dans cette collection. Les trois autres rapports introductifs, « Socialisme et internationalisme » (Patrizia Dogliani), « Socialisme et travail » (Alain Chatriot) et « Socialisme et démocratie » (Romain Ducoulombier) ont été publiés dans un numéro spécial des *Cahiers Jaurès*, janvier-mars 2009, n° 191.

L'intégralité des débats de ce colloque a été enregistrée et diffusée sur le site internet de France Culture.

---

1. La même année 2004 ont ainsi été publiés *Le Siècle des féminismes* (sous la direction d'Éliane Gubin et alii) et *Histoire des gauches en France* (sous la direction de Jean-Jacques Becker et Gilles Candar).

par l'histoire permet de comprendre la complexité et les enjeux des relations entre ces deux « ismes » fondateurs.

Essai d'historiographie, ce texte a été écrit pour répondre à la question posée par les organisateurs du colloque d'hommage à Madeleine Rebérioux : « Qu'est devenue l'histoire du socialisme<sup>2</sup> ? » Illustrée par le témoignage de Gerd Krumeich, un collègue allemand qui comparait l'assistance à un séminaire sur la Commune de Paris en 1973 – cent vingt personnes – et en 2007 – trois personnes –, la question mérite incontestablement d'être posée. L'histoire s'écrivant toujours au présent, elle se fait sans doute l'écho du déficit de légitimité culturelle et politique que connaissent aujourd'hui les valeurs et organisations de gauche. Travail d'historien ou d'historienne, la réponse peut à cet égard alimenter la réflexion citoyenne.

2. Colloque organisé par la Fondation Jean-Jaurès et la Société d'études jaurésiennes, Assemblée nationale, 5 et 6 février 2009. En session, ce texte, qui leur doit beaucoup, a été commenté et complété par Françoise Blum, Yolande Cohen, Laura Downs, Delphine Garday, Michelle Perrot, Siân Reynolds et Michèle Riot-Sarcey.

L'histoire des femmes, qui a fait des femmes et du féminisme de nouveaux objets-sujets historiques, s'écrit en France depuis plus de trente-cinq ans<sup>3</sup>. Les ouvrières et les militantes féministes y furent les premières figures explorées par une jeune recherche enthousiaste. L'analyse peut cependant partir de l'année 1978, où Madeleine Rebérioux s'engage plus fermement dans cette direction, dans le prolongement de l'enseignement qu'elle a assuré à l'Université de Vincennes avec Béatrice Slama et Christiane Dufrancatel (1973-1978)<sup>4</sup>. Cette année-là, elle organise avec d'autres le colloque « Les Femmes et la Classe ouvrière » qui, resté inédit, abordait les thématiques suivantes : « Travailleuses, ménagères et classe ouvrière au XIX<sup>ème</sup> siècle » ; « Les Femmes et le Travail pendant la Première Guerre mondiale » ; « Femmes et syndicats depuis 1945 » ; « L'Inscription politique du féminisme et le Rapport à l'État ». Cette même année, elle préface

3. Voir notamment Françoise Thébaud, *Écrire l'histoire des femmes et du genre*, Lyon, ENS Éditions, 2007.

4. Béatrice Slama, « Quand nous travaillions sur les femmes à Vincennes dans les années 1970 », in Vincent Duclert, Rémi Fabre et Patrick Fridenson (dir.), *Avenir et Avant-Gardes en France, XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles. Hommage à Madeleine Rebérioux*, Paris, La Découverte, 1999, pp. 32-49.

longuement l'ouvrage de l'Américain Charles Sowerwine *Les Femmes et le Socialisme*<sup>5</sup>, histoire des femmes oubliées qui ont contribué au développement du socialisme au cours de la Troisième République et de leur échec. La préface s'interroge sur les définitions des termes et sur les chronologies des rapports entre féminisme et socialisme ; elle compare aussi la situation française avec celle, plus favorable, de la social-démocratie allemande. L'année 1978 voit également la parution en livre de la thèse de Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard sur les rapports entre féminisme et syndicalisme en France avant 1914.

Colloque et parutions de l'année 1978 permettent de dégager, du point de vue de l'histoire des femmes, trois thématiques principales qui organisent cet essai. La première se focalise sur le travail des femmes, la deuxième sur la structure partisane (au pouvoir ou pas),

---

5. Les références complètes des ouvrages (ou des auteurs) cités sont disponibles à la fin de cet essai. Pour ne pas alourdir le propos, n'est parfois cité ici que le nom (entre parenthèses ou non) de l'auteur de l'étude évoquée.

la troisième sur le féminisme et ses liens complexes avec le socialisme. Ces thématiques ont bien évidemment des zones d'intersection, mais les séparer facilite la perception d'évolutions historiographiques. À propos de chaque thème seront dégagées quelques caractéristiques générales, mentionnés quelques travaux récents, et développés quelques exemples. L'accent sera mis sur les inflexions historiographiques qui répondent à la question initiale concernant l'histoire actuelle du socialisme.

## **SOCIALISME ET TRAVAIL DES FEMMES**

En France mais aussi ailleurs – au Royaume-Uni par exemple, comme l'a montré Laura Downs –, l'histoire des femmes prit appui à ses débuts, notamment en histoire contemporaine, sur l'histoire sociale et ouvrière bien installée dans les décennies 1960 et 1970. La question du travail y fut longtemps centrale, avec de nombreuses recherches et publications dont deux numéros très utiles du *Mouvement social*, la revue fondée par Jean Maitron

en 1960 et dirigée par Madeleine Rebérioux de 1971 à 1982. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, comme l'atteste la collection de *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés* qui, de 1995 à 2008 (28 numéros), n'a consacré qu'une seule livraison à ce thème. Cette question reste cependant importante, mais les angles d'approche ont évolué et les recherches se sont déplacées vers d'autres lieux que l'usine.

### ***Un mouvement ouvrier longtemps méfiant envers le travail des femmes à l'usine***

« Ouvrière, mot impie », écrivait Jules Michelet au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. Si les femmes ont toujours travaillé<sup>6</sup>, ce fut longtemps dans le cadre du foyer ou de l'entreprise familiale, au champ, à la boutique, à l'atelier artisanal. Même si le processus fut lent en France, où ont longtemps perduré la petite entreprise et des formes de proto-industrialisation, la Révolution industrielle les a conduites à l'usine, main-d'œuvre surexploitée dont le

faible gain, à l'instar de celui des enfants, était nécessaire à la survie de la famille. Le mouvement ouvrier français, qui s'organise à partir de la Troisième République et obtient, en alliance avec d'autres réformateurs, le vote de lois sociales, dénonce alors la concurrence du travail féminin qui tire les salaires vers le bas, en réclame une protection spécifique (notamment l'interdiction du travail de nuit pour les ouvrières) et rêve d'une mère au foyer, éducatrice du petit prolétaire. Bien loin de la rhétorique marxiste de l'émancipation par le travail, cette attitude de méfiance, teintée de proudhonisme, fut la grande découverte des premiers travaux d'histoire des femmes dans les années 1970.

Dans *Féminisme et Syndicalisme*, Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard a analysé toutes les modalités des réticences ouvrières et souligné la faible syndicalisation des femmes, qui en est sans doute une conséquence. Elle a rendu compte en détail de l'affaire Couriau et de ses effets, véritable interdiction professionnelle dans le secteur du livre à la veille de la Grande Guerre. L'histoire est

---

6. C'est le titre d'un ouvrage récent de Sylvie Schweitzer.

racontée par Emma Couriau elle-même, en une du jeune journal *L'Équité*<sup>7</sup> le 15 septembre 1913 : le couple d'ouvriers imprimeurs qualifiés déménage à Lyon après avoir travaillé en région parisienne ; Emma demande son adhésion à la Chambre syndicale typographique lyonnaise qui la refuse, radie son mari coupable de laisser travailler sa femme et fomenta une grève à son encontre ; la fédération du livre n'intervient que timidement, mais l'affaire dénoncée par les féministes prend une telle ampleur que la question du travail des femmes et de leur organisation est mise à l'ordre du jour du congrès de la CGT – qui devait se tenir en 1914 et n'eut pas lieu. Le premier conflit mondial créa une situation inédite d'appel aux « remplaçantes » et aux ouvrières de guerre, qui suscitèrent des réactions diverses et circonstanciées. Le ministre socialiste de l'Armement Albert Thomas tenta, à partir de 1916, de lutter contre leurs mauvaises conditions de travail mais entérina aussi, dans sa politique de tarifs, l'inégalité salariale entre hommes et femmes. Adoptée à

---

7. Le sous-titre de ce journal est « organe éducatif du prolétariat féminin ».

l'unanimité au Comité fédéral national des Métaux en septembre 1917, une motion, qui entend fermer la parenthèse de la guerre, décline de nouveau le thème de la femme concurrente, de l'homme nourricier et de la nécessité que la mère demeure au foyer<sup>8</sup>.

Étudié de façon originale par Madeleine Rebérioux et par Siân Reynolds – dans sa thèse sur Jean Allemane ou son ouvrage plus récent sur les typotes d'Édimbourg –, le milieu du livre et son aristocratie ouvrière de typographes sont-ils particulièrement hostiles au travail des femmes ? Bien plus en tout cas que la fédération de l'habillement, objet d'une thèse inédite de Françoise Blum, ou d'autres syndicats de secteurs féminisés. Moins connue que le cas Couriau et antérieure, l'affaire de l'imprimerie Berger-Levrault de Nancy, qui embauche des typotes lors d'une grève de 1901, vient d'être revisitée par François Chaignaud. Scrutant la variabilité des engagements individuels et les imaginaires des

---

8. Recherches et publications effectuées par Mathilde Dubeset, Françoise Thébaud et Catherine Vincent.

protagonistes, le jeune chercheur présente l'affaire moins comme un affrontement entre féminisme et syndicalisme que comme une succession complexe d'agencements autour des polarisations patron / ouvrier, homme / femme, « sarrazins » (ouvriers non grévistes) / « honnêtes ouvriers », autonomie syndicale / poids des décisions de justice.

Mais l'attitude de méfiance du mouvement ouvrier envers le travail des femmes à l'usine est surtout étudiée depuis une quinzaine d'années à travers une lecture de la protection sociale des ouvrières. Celle-ci n'est pas seulement vue comme une conquête sociale, mais aussi comme un « arrangement social » entre hommes qui contribue à la division sexuée du travail. Très suggestif, le terme a été proposé par l'historienne suisse Brigitte Studer, dont les nombreux travaux d'histoire sociale<sup>9</sup> croisent genre et classe, une des problématiques importantes des années 1990 et titre de plusieurs ouvrages collectifs en diverses

---

9. L'historiographie suisse reste longtemps plus fortement imprégnée d'histoire sociale que la française. Ainsi, l'ouvrage dirigé en 1997 par Brigitte Studer et François Vallotton recense mille titres en histoire sociale suisse.

langues. Leora Auslander et Michelle Zancarini-Fournel ont notamment mis au jour cet arrangement social à propos de la loi française de 1892 qui interdit aux femmes le travail de nuit. Cette loi les écarte en effet de métiers qualifiés considérés comme masculins, les protège peu (nombreuses dérogations) et impose durablement « une conception de la féminité et de la catégorie travail qui va peser non seulement sur les ouvrières mais sur l'ensemble des femmes pendant tout le XX<sup>ème</sup> siècle<sup>10</sup> ».

De son côté, la Suédoise Ulla Wikander, qui avait codirigé l'ouvrage comparatiste de 1995 *Protecting Women*, vient d'éditer en suédois les débats des congrès internationaux sur l'interdiction du travail de nuit pour les femmes (1889-1919), notamment ceux de la Deuxième Internationale sur lesquels avait déjà travaillé Madeleine Rebérioux en 1978. Cette question prend depuis peu une autre dimension internationale, voire transnationale, à travers l'étude des réseaux réformateurs qui gravitent

---

10. Voir bibliographie (citation page 89).

autour de l'Organisation internationale du travail, née en 1919 et installée à Genève aux côtés de la Société des nations. Dirigée de sa création à 1932 par le socialiste Albert Thomas, « pivot du réformisme français », pour reprendre le titre de l'article de Patrick Fridenson et Madeleine Rebérioux dans *Le Mouvement social* en 1974<sup>11</sup>, cette institution, ainsi que son organe permanent (Bureau international du travail, BIT), adopte et promeut une politique de protection spécifique du travail des femmes que combattent les militantes féministes du courant *Open Door International*, hostiles au nom de l'égalité à toute mesure sexuée. Tenu à Berlin en 1929, le congrès fondateur précise que l'objet de l'association est d'obtenir que législation et règlements « soient basés sur la nature du travail et non sur le sexe du travailleur ». Je découvre la virulence de ce conflit, qui est à la fois interne au féminisme et oppose certaines féministes aux femmes socialistes et syndicalistes, à l'occasion de mes

11. Réédité in Madeleine Rebérioux, *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Paris, Belin, 1999, pp. 61-76.

recherches actuelles autour de Marguerite Thibert, qui dirige dans les années 1930 au BIT le Service du travail des femmes et des enfants. C'est aussi un des axes des recherches de Céline Schoeni, qui a étudié l'offensive contre le travail des femmes fonctionnaires en Suisse et en France dans les années 1930. Elle réévalue notamment la politique du Front populaire qui, loin de répondre positivement aux revendications des organisations et syndicats féminins, accentue la politique antérieure de contingentement des femmes et de limitation de leur avancement dans les administrations ministérielles.

Une approche culturelle et de genre, plus développée au Royaume-Uni et aux États-Unis qu'en France, met aussi en évidence l'existence d'un masculinisme ouvrier qui serait au fondement d'une identité de classe et de genre. Déjà mise en avant par Susan Pedersen qui y voyait une des origines du *Welfare State* britannique (la France étant à ses yeux plus marquée par des logiques pronatalistes), la figure du *male breadwinner* est l'objet du dernier livre de Laura Frader, qui avait codirigé en 1996 *Gender and*

*Class in Modern Europe*. Elle montre aujourd'hui la force et les effets (négatifs pour les droits des femmes) de cet idéal d'homme nourricier dans la France de l'entre-deux-guerres. L'approche est plus culturelle et politique, mais rejoint des travaux antérieurs sur ce que l'on pourrait appeler les formes de conceptualisation de la famille : ceux de Michelle Perrot sur « l'éloge de la ménagère dans le discours des ouvriers français du XIX<sup>ème</sup> siècle », ceux de Jean-Louis Robert sur la famille ouvrière au temps de la guerre de 1914-1918.

Étudiées par les sociologues des organisations et des mouvements sociaux, les organisations syndicales restent des sujets d'étude pour les historiens. À partir d'une thèse dirigée par Madeleine Rebérioux, la Canadienne Joceline Chabot a présenté récemment l'expérience originale – entre conservatisme et modernité – du syndicalisme féminin chrétien de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>12</sup>.

12. *Le Mouvement social* (n° 165) avait déjà consacré en 1993 un petit dossier au « syndicalisme au féminin » (de fait aux syndicats féminins chrétiens) avec des contributions de Joceline Chabot et Christine Bard.

Signalons aussi, pour la France, deux thèses en cours sur ce que l'on pourrait appeler « le genre du syndicalisme ». Ces recherches abordent à la fois la culture syndicale et les identités militantes, les formes et structures du syndicalisme au féminin, les politiques et les pratiques sexuées. Slava Liszek observe sous ces angles la CGT de 1945 à 1968 et Pascale Le Brouster la CFDT des décennies 1960 et 1970<sup>13</sup>. La dimension organisationnelle et l'étude des trajectoires militantes, évoquées pour les mouvements socialistes dans la deuxième partie de cet essai, y sont largement présentes, mais aussi l'attitude du mouvement ouvrier envers la division sexuée des tâches et des emplois, à l'usine ou ailleurs.

### ***La construction d'une division sexuée des tâches et des emplois***

En histoire comme en sociologie, la notion de division sexuée a très vite permis d'analyser avec plus d'acuité le

13. Thèses inscrites à l'Université Paris 7, sous la direction de Françoise Thébaud.

travail des femmes. Elle a été croisée avec l'étude des trajectoires professionnelles des individus dans la recherche de Catherine Omnès sur les ouvrières parisiennes au XX<sup>ème</sup> siècle. Elle a aussi été finement observée sur le long terme par Mathilde Dubesset et Michelle Zancarini-Fournel à propos de la maison Casino ou de la rubanerie stéphanoise, dont l'exemple est ici développé. Majoritairement féminine et organisée autour du système de la fabrique, cette industrie associe fin XIX<sup>ème</sup> siècle usines, ateliers de fabricants et travail à domicile pour la phase essentielle du tissage. À l'usine comme dans l'atelier familial du passementier, les femmes assurent les travaux de préparation et de finition, les hommes la conception du ruban et en grande partie le tissage. Mais l'électrification des métiers au début du XX<sup>ème</sup> siècle renforce pour un temps les ateliers familiaux et féminise le travail du tissage.

Cette division sexuée n'est-elle que le reflet d'une loi du marché et le résultat d'une logique avant tout économique ? La controverse qui dans les années 1990 a opposé les historiens sociaux à Joan Scott, qui avait mis en avant la

construction discursive du problème de « la travailleuse » par les organisations patronales et ouvrières, est maintenant dépassée et les chercheurs croisent avec profit approches d'histoire sociale et approches d'histoire culturelle. La division sexuée des tâches et des emplois est de plus en plus appréhendée dans sa construction dynamique – à travers notamment les conventions collectives, la législation sociale ou les imaginaires sociaux. Certes, les femmes sont employées là où leurs rendements et leur coût paraissent favorables aux entreprises, mais aussi là où elles sont culturellement acceptées. Pour les employeurs comme pour les hommes politiques, pour les organisations ouvrières comme pour les travailleurs masculins, il existe des « travaux de femmes », c'est-à-dire des tâches qui conviennent à leur « nature », caractérisée par une infériorité physique et intellectuelle comme par une aptitude aux travaux monotones et répétitifs. Laura Downs l'a bien montré pour l'industrie métallurgique française et britannique pendant la Grande Guerre et les deux décennies suivantes. Cette dimension culturelle, peu combattue par le mouvement ouvrier qui en est, à des

degrés divers selon la période, l'un des agents, explique sans doute que la division sexuée ait peu reculé jusqu'à nos jours, malgré l'adoption de lois d'égalité professionnelle et des campagnes sur le thème « les métiers n'ont pas de sexe ».

Elle est en effet très présente aussi dans le secteur tertiaire, qui s'est largement féminisé et diversifié à partir de la Grande Guerre, la figure de l'employée de bureau ou de banque côtoyant l'institutrice, la soignante remplaçant peu à peu la sœur de charité. Parmi les nombreuses recherches depuis une quinzaine d'années, citons d'abord celles de Delphine Gardey. Cette historienne s'est intéressée à la fois aux identités sociales, aux formes organisationnelles et aux techniques de travail du tertiaire de l'entreprise pendant les premières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle. Elle a analysé conjointement le triple mouvement de féminisation, mécanisation, rationalisation du travail de bureau, et montré comment être dactylographe devient l'archétype du métier féminin<sup>14</sup>. Les femmes accèdent plus difficilement à ce que Juliette

Rennes a récemment appelé les « professions de prestige », notamment celles de médecin et d'avocat. Cette chercheuse a analysé les multiples facettes d'une controverse qui argue du mérite et de la nature des hommes et des femmes, mais on s'est peu interrogé sur les engagements ou non-engagements socialistes en faveur de l'égalité d'accès des deux sexes aux formations et aux professions, y compris intellectuelles. Figures interrogées aujourd'hui par l'histoire des femmes (*Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, n° 13) et par l'histoire des intellectuels (Nicole Racine et Michel Trebitsch), les intellectuelles sont d'ailleurs plus abordées sous l'angle de leurs engagements dans les débats de leur époque qu'au travers de l'accès aux professions qualifiées. Mais ce dernier aspect, déjà présent dans le numéro de *Mil neuf cent*, a pris récemment de l'importance, avec le développement de recherches sur la place des femmes dans les sciences, y compris les sciences dites « de l'homme »<sup>15</sup>, et sur ce que les sciences font aux femmes<sup>16</sup>.

15. Voir par exemple le colloque publié par Jacqueline Carroy et alii.

16. Pour reprendre l'heureuse formule de Delphine Gardey, qui décrypte leur capacité à inventer du naturel et à fabriquer du féminin et du masculin.

14. De son côté, l'Américaine Linda Clark s'est penchée sur le monde de l'administration.

Cet essai en hommage à Madeleine Rebérioux peut en effet constituer aussi l'occasion de s'interroger sur la place des femmes dans les métiers de l'enseignement secondaire et supérieur, ainsi que sur leurs carrières. Tout d'abord, on a moins étudié pour la France que pour le Royaume-Uni (Carol Dyhouse) ou la Suisse (Natalia Tikhonov) le processus de féminisation des formations universitaires depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle : modalités, temporalités, résistances. Par ailleurs, si la figure de la femme-professeur de l'enseignement secondaire français est bien connue (thèse de Loukia Eftymiou et écrits de Marlaine Cacouault), celle de la femme universitaire l'est moins. Christophe Charle accorde quelques pages à celle qu'il qualifie d'« indésirable » dans l'entre-deux-guerres et propose, dans l'ouvrage en hommage à Madeleine Rebérioux, un début d'enquête pour le second XX<sup>ème</sup> siècle. J'ai aussi plusieurs fois défendu l'idée (chiffres à l'appui) que, en comparaison avec les milieux académiques d'autres pays, le monde des historiens universitaires français est moins hostile à la féminisation du corps enseignant qu'au développement et à l'institutionnalisation du champ de recherche sur les femmes et le genre.

## **MOUVANCES SOCIALISTES ET FEMMES**

Qu'en est-il de la place des femmes dans les organisations socialistes et quelles politiques sont ou non menées en faveur de plus d'égalité entre les sexes ? Sont rassemblés dans ce deuxième point, plus franco-français, les travaux dont les approches sont à dominante politique (voire organisationnelle) et culturelle. Ces distinctions sont souvent bousculées par des recherches qui revendiquent une vision plus globale, comme la lecture genrée de l'entre-deux-guerres par Siân Reynolds ou la monographie d'Helen Chenut sur l'industrie troyenne de la bonneterie. Cette dernière, en effet, qui analyse les identités individuelles et collectives de quatre générations d'ouvrières et d'ouvriers, intègre la production, la politique, la consommation, la vie privée et la culture dans un projet d'histoire totale observant « la fabrique du genre ». Cependant, on peut aussi observer sur ces questions des continuités et des déplacements historiographiques. Ces derniers portent d'abord, me semble-t-il, sur les moments observés, qui peuvent induire de nouvelles thématiques.

## *Problématiques récurrentes, déplacements chronologiques*

Contemporain de la publication de textes de militantes dans la collection « Mémoire des femmes » chez Syros<sup>17</sup>, l'ouvrage déjà cité de Charles Sowerwine, auquel il faudrait ajouter les recherches inédites de Marilyn Boxer, développe des problématiques valables aussi pour des travaux postérieurs et actuels. Il envisage, avec les mots de l'époque, tous les aspects de ce que l'on appellerait aujourd'hui les politiques de genre des organisations socialistes : perceptions du féminin et du masculin, modalités du discours d'égalité et de différence entre les sexes, revendications pour les droits des femmes, modes d'organisation des femmes (autonomie organisationnelle ou structure mixte) et leurs effets, poids des adhérentes dans l'organisation et figures de leaders comme Louise Saumoneau (1875-1950). Cette couturière déteste les féministes et ne sait pas

17. Cette collection, qui s'est malheureusement révélée éphémère, proposait de longues introductions biographiques rédigées par des historiennes spécialistes du sujet. Les éditions Côté-femmes ont ensuite pris le relais.

mobiliser « le prolétariat féminin », dont elle dénonce souvent « le cerveau embrumé ». Charles Sowerwine raconte en plusieurs épisodes l'histoire d'un échec qui se mesure au très faible pourcentage de femmes (2 à 3 %) dans la SFIO jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Une des explications données est que « le mouvement féminin socialiste français fut créé en tant qu'auxiliaire féminin du parti, [...] plus pour protéger les femmes socialistes de la subversion féministe que pour créer un mouvement féminin de masse et [...] obtenir pour les femmes la plénitude de leurs droits<sup>18</sup> ». Il n'existe en effet pas d'équivalent en France du journal de Clara Zetkin *Die Gleichheit* (« L'Égalité »). Et Madeleine Pelletier (1874-1939), première femme médecin des asiles et féministe radicale, quitte après guerre le parti qui ne respecte pas son programme sur la question du droit de vote des femmes.

De leur côté, les travaux les plus récents sortent des décennies glorieuses de la Troisième République pour

18. Citation page 1 de l'ouvrage de Charles Sowerwine.

observer l'avant ou l'après, voire le très contemporain. Michèle Riot-Sarcey réévalue le socialisme qualifié péjorativement d'utopiste, en faisant exister des femmes saint-simoniennes « sujets critiques de leur temps » et en montrant, dans ses analyses d'histoire politique du XIX<sup>ème</sup> siècle, « le réel de l'utopie », force concrète de changement. Sous le titre *Women and Socialism / Socialism and Women*, Helmut Gruber et Pamela Graves proposent des contributions sur l'Europe de l'entre-deux-guerres. D'autres recherches portent sur l'après-deuxième guerre française, et notamment sur les quatre dernières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle, de la crise-reconstruction de la mouvance socialiste dans les années 1960 aux mobilisations pour la parité, en passant par les années Mitterrand. Ces recherches donnent des mémoires ou des thèses d'histoire, mais plus encore de sociologie politique et de sciences politiques, disciplines qui semblent depuis une dizaine d'années plus ouvertes que l'histoire aux approches de genre, grâce à une jeune génération particulièrement dynamique. Pour une part, cette génération est passée par les formations qui conduisent à l'agrégation interdisciplinaire de sciences économiques et

sociales créée en 1977. Je pense notamment à celles et ceux qui animent depuis plusieurs années le séminaire « Genre, féminismes et mobilisations collectives », dont Laure Bereni et Anne Revillard, qui viennent d'écrire avec deux autres collègues un manuel d'introduction aux *gender studies*. Ce manuel comprend un dernier chapitre, intitulé « Intersections », qui permettra aux historiens francophones d'approprier les problématiques de l'intersectionnalité (de différents rapports de domination) venues de la sociologie, de la critique féministe et de travaux étrangers.

### *Travaux récents*

Les travaux récents prennent en compte l'une ou plusieurs des dimensions suivantes. Ils étudient soit des trajectoires individuelles (approche biographique), soit des groupes ou des organisations (et leurs liens avec la mouvance socialiste), soit des mobilisations collectives pour une cause donnée, soit des politiques menées en des périodes où les socialistes sont au pouvoir. Ils sont présentés ici en suivant la chronologie du XX<sup>ème</sup> siècle.

Dans la décennie 1990 qui a suivi le bicentenaire de la Révolution française, période marquée par les mobilisations paritaristes, de nombreux travaux ont abordé l'attitude de la gauche concernant les droits politiques des femmes, et notamment le droit de vote : travaux sur le féminisme, comme ceux de Christine Bard ou de Paul Smith, étude de moments où la gauche est au pouvoir, comme le Front populaire. Siân Reynolds a invité à nuancer l'explication du retard français en matière de suffrage universel donnée par Pierre Rosanvallon, qui se réfère à la philosophie politique, et à croiser des analyses de conjoncture (conjoncture « longue des quarante premières années du siècle, courte de la guerre, ultracourte des conseils d'Alger ») avec celle des suites de l'ordonnance du 21 avril 1944, qui déclare les femmes « électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes »<sup>19</sup>. Elle a aussi analysé l'épisode ambigu de la participation de trois femmes au premier gouvernement de Front populaire

19. Depuis lors, la conjoncture d'Alger a été analysée par William Gueraiche et les suites de l'ordonnance par Bruno Denoyelle (DEA inédit de l'IEP de Paris). Sur ces points, voir aussi le n° 1 de *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*.

(Cécile Brunschvicg, Irène Joliot-Curie, Suzanne Lacore) comme sous-secrétaires d'État. Elle y voit le signe à la fois d'un effritement du monopole masculin de la politique et d'une méfiance encore grande des républicains envers les femmes, y compris à gauche. Léon Blum a déçu les féministes en ne mobilisant pas son gouvernement sur la question du suffrage féminin. Il n'a pas entendu non plus, en période de crise ou de suite de crise économique, les revendications d'égalité au travail : citée plus haut, Céline Schoeni vient de mettre en évidence une politique discriminatoire en matière d'emploi dans la fonction publique.

Dans la lignée des travaux de Sylvie Chaperon sur les associations féminines des années 1945-1970 et sur les femmes intellectuelles qui s'inscrivent « dans le sillage de Simone de Beauvoir », des recherches ont été menées sur des trajectoires biographiques de militantes à la fois socialistes et féministes. On peut citer deux figures restées trop longtemps méconnues : d'une part, Colette Audry (1906-1990), enseignante et écrivaine, pivotiste dans les

années 1930, membre du Parti socialiste unifié au moment de sa formation puis de la mouvance poperéniste du nouveau PS (thèse de Séverine Liatard) ; d'autre part, Marie-Thérèse Eyquem (1913-1978), figure de proue du Mouvement démocratique féminin (MDF) auquel appartient aussi Colette Audry, ministre de la Promotion féminine en 1966 dans le contre-gouvernement de François Mitterrand, militante active dans les années 1970 pour l'instauration de quotas de femmes au sein des instances du PS<sup>20</sup>. Laboratoire féminin de la nouvelle gauche des années 1960 et des idées féministes, le MDF, qui œuvre pour un engagement de la gauche socialiste en faveur de la libéralisation de la contraception, vient de faire aussi l'objet d'une recherche de master<sup>21</sup>. Plus généralement, la place de la gauche socialiste dans les mobilisations pour la contraception et l'avortement libres sera sans doute précisément évaluée dans la thèse en cours de Bibia Pavard<sup>22</sup>.

20. Mémoire de master 2 d'histoire de Florys Castain-Vincente (direction Michel Dreyfus, prix Maitron 2008, à paraître).

21. Sophie Pépin, *Le Mouvement démocratique féminin : un mouvement de femmes avant le mouvement des femmes (1962-1971)*, master 2 d'histoire, Paris 1, 2008.

22. Thèse préparée à l'IEP de Paris sur l'histoire politique et culturelle des mobilisations pour la libéralisation de la contraception et de l'avortement.

Observant près de vingt ans (1965-1993) de relations entre la gauche socialiste française et les femmes (gauche dans l'opposition ou au pouvoir, Françaises en général ou femmes militantes du parti), les politologues Jane Jenson et Mariette Sineau ont conclu avec nuances à « un rendez-vous manqué ». Plus modeste mais peut-être aussi plus sensible au long terme s'agissant des relations difficiles entre gauche et féminisme, mon travail sur « les ambitions, difficultés et résultats » du ministère des Droits de la femme d'Yvette Roudy (1981-1986) soulignait, avec d'autres mots, la rupture symbolique et politique qu'a induite l'action de ce ministère dans les politiques de genre. Yvette Roudy voulait en effet lutter à gauche « contre l'esprit de Proudhon et de Louise Saumoneau » et porter dans les institutions le combat et le programme des féministes du Mouvement de libération des femmes des années 1970. Depuis lors, les politiques mises en place peuvent être inefficaces ou contrecarrées, mais toutes, au niveau national comme à l'échelle des collectivités territoriales, se réfèrent à l'égalité entre les sexes et aux droits des femmes,

questions incontournables de toute société démocratique. Plus généralement, le féminisme d'État, développé à l'origine en Europe par la social-démocratie, est devenu une question politique et un objet d'étude des sciences politiques. La typologie des féminismes d'État proposée en 1995 par Dorothy Stetson et Amy Mazur place le ministère Roudy dans la catégorie deux, caractérisée par une forte « influence politique » (effectivité des mesures prises) et un médiocre « accès politique » qui en limite les effets. Les acteurs sociaux et les organisations de femmes eurent en effet peu l'opportunité d'exercer une influence sur la politique menée. Le dossier a été repris par Anne Revillard dans une comparaison France / Québec pour la période 1965-2007 : l'auteure souligne la diversité des domaines d'intervention et la prise en compte récente de la démarche de *gender mainstreaming* promue par l'ONU et la Commission européenne à partir du milieu des années 1990.

La parité en politique, qui reste une question d'actualité, a été le combat féministe de la décennie 1990 qui a divisé

le mouvement comme les partis politiques. Des militantes socialistes (Yvette Roudy, Françoise Gaspard et bien d'autres) et le Parti socialiste ont très largement participé aux débats et aux mobilisations. Derrière Lionel Jospin, membre de la commission de rénovation puis premier secrétaire, le PS a interrogé en 1995 ses adhérents, qui ont approuvé à une large majorité l'inscription de l'objectif dans ses statuts, a présenté 133 candidates aux législatives de 1997 et s'est engagé en cas de victoire à modifier la Constitution, ce qui a effectivement été réalisé. Des thèses et des enquêtes récentes en sciences politiques ont analysé les controverses publiques qui ont précédé l'adoption de la loi de juin 2000 « sur l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives » (Estelle Lépinard), les contours de « l'espace pour la cause des femmes » mobilisé à cet effet (Laure Bereni), les effets de la loi dans divers lieux de pouvoir (Catherine Achin *et alii*). Soulignons aussi qu'émerge aujourd'hui la question des femmes et du pouvoir exécutif dans le temps long et à l'échelle internationale, objet d'un séminaire tenu à

l'IEP de Paris et animé conjointement par l'historienne Christine Bard et la politologue Janine Mossuz-Lavau<sup>23</sup>. Si dix-huit femmes seulement furent présentes dans un gouvernement en France de 1936 à 1981, la gauche semble depuis lors donner l'exemple, avec des taux de féminisation, de 14 à 31 %, toujours supérieurs à ceux des gouvernements de droite<sup>24</sup>. Il reste cependant à observer plus minutieusement la division sexuée du travail politique et à examiner si l'appartenance politique des femmes ministres a des incidences sur leurs pratiques du pouvoir.

Tous les thèmes présentés jusque-là sont traversés par la problématique centrale des relations entre féminisme et socialisme, objet du troisième point de cet essai.

23. Voir à cet égard le premier numéro de la revue électronique *Histoire@Politique* et la synthèse récente d'Éliane Viennot.

24. À l'exception du cas du premier gouvernement Juppé dont les « Juppettes » furent exclues en novembre 1995.

## FÉMINISME ET SOCIALISME

« Socialisme, femmes, féminisme » : le cahier des charges qui est à l'origine de cet essai a utilisé à juste titre un terme au pluriel, « la » femme n'existant pas, sauf dans l'imaginaire des hommes et... des femmes, et les femmes ne constituant pas un groupe homogène. Il a aussi utilisé deux « ismes » au singulier. Le socialisme et le féminisme constituent en effet chacun un ensemble d'idées et de pratiques politiques qui décline la valeur d'égalité, mais ils s'incarnent aussi dans des organisations diverses, inscrites dans des contextes nationaux et temporels. Derrière l'Américaine Karen Offen et d'autres chercheuses, l'historiographie du féminisme s'est beaucoup interrogée depuis trente ans sur la définition du terme et sur la qualification de ses divers courants. Inauguré par Christine Bard en France, l'usage du terme au pluriel est un des éléments du renouvellement des approches depuis quinze ans : au-delà d'une querelle d'attribution de label, cet usage souligne la diversité des mouvements, invite à réfléchir aux classifications faites par les acteurs

puis par les historiens, ainsi qu'aux stratégies et aux rapports de pouvoir entre les tendances<sup>25</sup>. Il en est sans doute de même pour les socialismes.

Féminisme(s) et socialisme(s) sont-ils des mouvances alliées ou concurrentes ? Idéologiquement ou politiquement ? Stratégiquement ou tactiquement ? Temporairement ou durablement ? Ces questions ont été très prégnantes dans les années 1970. Elles le sont moins aujourd'hui en histoire des femmes et du genre. Du côté de l'histoire des féminismes, en effet, les approches transnationales et globales semblent dominantes : étude des internationales féministes (Leila Rupp), des circulations et des réappropriations culturelles, des correspondances et des voyages de militantes, de la diversité des mouvements à l'échelle mondiale (Bonnie Smith). Mais on retrouve d'une certaine façon le questionnement initial par l'étude des trajectoires individuelles et par celle des classifications-assignations discursives.

---

25. Sur ces points, voir Brigitte Studer et Françoise Thébaud.

### *Trajectoires individuelles, engagements et identités multiples*

L'histoire des femmes n'a jamais renié l'approche biographique et a toujours considéré que l'échelle individuelle pouvait permettre d'approcher la complexité des phénomènes et des identités. Les biographies de femmes féministes ou de militantes féministes et socialistes sont relativement nombreuses, objets d'ouvrages en anglais plus qu'en français. En outre, une « thèse biographique » n'est plus taboue en France depuis quelques années ; ainsi celle, déjà citée, de Séverine Liatard sur Colette Audry, ou celle d'Isabelle Vahé sur la féministe pacifiste Jeanne Mélin (1877-1964). De même, alors que les militantes sont peu nombreuses dans les volumes du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*<sup>26</sup> qui concernent le XIX<sup>ème</sup> siècle et la période 1914-1939, pour laquelle Joceline Chabot a compté 41,6 % d'institutrices<sup>27</sup>, les tomes récents ou en

---

26. Actuellement dirigé par Claude Penetier, le dictionnaire est aussi appelé du nom de son fondateur, « Le Maitron ».

27. Notamment celles, étudiées par Anne-Marie Sohn, des Groupes féministes de l'enseignement laïc.

cours de rédaction accordent plus d'attention au militantisme féminin et à la diversité des formes d'engagement : la part des militantes y est plus grande, parce que changent à la fois les réalités sociales et le regard de l'historien.

Les féministes de la première vague, mais aussi celles des années 1960 et des décennies postérieures (cela a été encore peu analysé), ont en effet pratiqué la pluri-appartenance à des associations de femmes mais aussi, pour celles qui se réclamaient de la gauche politique, à un syndicat ou/et un parti politique. Ainsi d'Hélène Brion, Marie Guillot, Marguerite Thibert, Colette Audry, Yvette Roudy et bien d'autres. Dans l'étude des trajectoires individuelles, le biographe est sans doute toujours à la recherche d'une cohérence de vie entre les actes et les convictions, mais il tente aussi de comprendre les configurations changeantes des identités et engagements multiples. Pour ces militantes se pose en effet la question du combat principal à un moment donné, question que certaines ont particulièrement bien formulée

et question qui a appelé des choix différents. Deux exemples sont ici présentés, l'un évoquant des travaux déjà anciens, l'autre des recherches en cours.

Comme l'institutrice Marie Guillot (1880-1934) étudiée par Slava Liszek, l'institutrice Hélène Brion (1882-1962), qui mériterait une biographie plus conséquente que le texte pionnier d'Huguette Bouchardeau, veut faire entendre la cause des femmes dans les organisations de gauche, et notamment à la CGT d'avant 1914. Mais la seconde est plus résolument féministe. Écrivant dans *La Voie féministe* (1917) que la femme est « plus victime encore parce que femme que parce que travailleuse » et qu'elle est soumise au foyer à son « tsar » de mari, elle ne dédaigne pas l'adhésion et l'alliance avec les organisations de femmes dites bourgeoises. Traduite en conseil de guerre pour « propagande défaitiste » en tant que secrétaire nationale de la Fédération des instituteurs, elle transforme son procès de mars 1918 en plaidoirie pour le féminisme : « Parce que femme, je suis hors la loi, la loi devrait être logique et ignorer mon existence lorsqu'il

s'agit de sanctions autant qu'elle l'ignore lorsqu'il s'agit de droits. » Les juges furent relativement cléments, les syndicalistes restèrent sourds à la demande d'émancipation civile et civique des femmes, et Hélène Brion se réfugia après la guerre dans l'écriture et le spiritisme.

Marguerite Thibert (1886-1982) m'a intéressée parce qu'elle constitue une figure très respectée par Yvette Roudy, qui lui consacre après sa mort un numéro spécial de *Citoyennes à part entière*, le mensuel du ministère des Droits de la femme. Pacifiste, socialiste, féministe, Marguerite Thibert n'a de son côté jamais défini d'appartenance prioritaire. Membre de l'association La paix par le droit, puis de l'Union féminine pour la SDN, elle devient vacataire au Bureau international du travail en 1926, faute d'un débouché universitaire à son doctorat ès lettres. Venue « en idéaliste » selon ses propres termes, admiratrice de Jaurès, elle y découvre le fonctionnement d'une organisation internationale, fait la preuve de ses capacités et devient fonctionnaire au nouveau Service du travail des femmes et des enfants. Elle est aussi membre de l'Union française pour

le suffrage des femmes et de l'Association des femmes diplômées d'université. C'est alors que s'enracinent à la fois sa défense d'un féminisme d'expertise et sa conviction que l'émancipation des femmes passe avant tout par le travail, d'où sa difficulté à comprendre les mouvements de femmes des années 1970 et leurs revendications de droits sexuels. Hostile dans les années 1930 au féminisme minoritaire de l'*Open Door International* qui refuse toute protection spécifique du travail des femmes, elle allait évoluer après guerre, comme le BIT, vers des positions plus égalitaristes. Proche de la gauche socialiste, elle n'utilisa jamais à l'encontre de militantes la qualification assassine de « féminisme bourgeois ».

### ***La dichotomie « féminisme bourgeois » / féminisme socialiste et ses usages politiques et historiographiques***

Je voudrais, pour finir cet essai, rendre compte du stimulant article publié récemment par Marilyn Boxer dans l'*American Historical Review* et intitulé « Rethinking the

Socialist Construction and International Career of the Concept “Bourgeois Feminism” ». Bonne connaisseuse par ses travaux<sup>28</sup> des textes canoniques socialistes sur les femmes (Bebel, Zetkin, Kollontai...) et de l'historiographie des relations entre mouvements de femmes socialistes et non socialistes, l'historienne propose une vue synthétique sur les origines (ou la construction politique) de l'expression « féminisme bourgeois » et sur ses usages politiques et historiographiques tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle. Si le premier point est plus un rappel qu'une mise au jour, le second, plus conséquent, est tout à fait éclairant.

Les conclusions de l'article sont les suivantes. Opposer un féminisme bourgeois à un féminisme socialiste fut, au tournant des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles, une invention de femmes socialistes comme Clara Zetkin, Louise Saumoneau, Alexandra Kollontai et d'autres qui, pour

diverses raisons, déformèrent les perspectives d'August Bebel, plus ouvert à la question des femmes. Ce concept, revivifié pendant l'entre-deux-guerres par le clivage sur la nécessité ou non d'une protection sociale spécifique des femmes au travail, a fait le tour du monde et a servi pendant un siècle à discréditer les mouvements de femmes non socialistes. Pour diverses raisons aussi, l'historiographie de l'histoire des femmes, notamment dans les années 1970 et au début des années 1980 (Marilyn Boxer s'inclut dans cette historiographie, ainsi que Charles Sowerwine), a repris sans l'interroger cette dichotomie, redoublant en quelque sorte le point de vue socialiste, et elle a ainsi sans doute exagéré le fossé entre les deux composantes du mouvement des femmes. Le concept inventé de féminisme bourgeois et l'historiographie qui l'a validé ont eu comme effet politique, souligne Marilyn Boxer, d'empêcher la formation d'un large mouvement unifié des femmes.

Si cette dernière remarque peut donner matière à débat, les perspectives de recherche proposées par l'historienne

28. De sa thèse non publiée (*Socialism Faces Feminism in France, 1879-1913*, University of California, Riverside, 1975) à ses articles et ouvrages collectifs avec Jean Quataert.

sont tout à fait intéressantes. Elle invite à croiser l'histoire sociale, politique et culturelle, à pratiquer la comparaison entre situations nationales comme à comprendre la dimension internationale et les circulations transnationales, à adopter enfin « une perspective féministe » (c'est-à-dire mettre les femmes au centre de l'analyse). Devraient être réexaminés les différents degrés de collaboration et d'hostilité entre groupes de femmes, ainsi que leurs causes et conséquences, et la rhétorique utilisée. Devraient être incluses dans l'analyse des politiques socialistes les questions de maternité, de population et de droits sexuels ; et toujours interrogées, dans l'historiographie de tout « isme », les questions de définition et de classification.

Il est particulièrement difficile, voire dénué de sens, de conclure un tel essai, qui a modestement tenté de dégager des axes de réflexion et des inflexions historiographiques, en proposant un choix non exhaustif de références, majoritairement françaises. Revenons cependant à Madeleine Rebérioux pour mettre en avant sa posture d'historienne-citoyenne ou de citoyenne-historienne,

dont les mots suivants peuvent être pensés sur le mode mixte : « L'historien véritable ne peut vivre sans l'histoire qu'il écrit. Il ne peut vivre sans celle qu'il contribue à faire<sup>29</sup>. » Cette posture, qui convient sans doute à plusieurs générations, est un peu déconsidérée aujourd'hui et peut servir à déconsidérer tel ou tel dans le milieu académique des historiens français, dès lors que ses thèmes d'étude abordent des sujets vus comme militants : l'histoire des femmes et du féminisme, l'histoire du socialisme, par exemple. Appliquons aussi à l'historienne de Jaurès et des socialismes la question abordée sous différents angles dans ces pages : femme de gauche et féministe ? Françoise Blum a souligné ses réticences envers l'histoire des femmes qui « l'aurait réinscrite dans les territoires d'un féminin dont elle s'était libérée par sa carrière et son itinéraire ». Michelle Perrot a écrit ailleurs qu'elle « était réservée sur le féminisme [...], tant elle entendait demeurer fidèle à l'universalité des "Droits de

---

29. Madeleine Rebérioux, *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Paris, Belin, 1999, préface, p. 9.

l'homme" »<sup>30</sup>. De mon côté, je ne l'ai pas assez côtoyée pour y répondre mais suggère de chercher, dans la liste des thèses qu'elle a dirigées, une forme de réponse appliquée à l'enseignante-chercheuse.

---

30. Michelle Perrot, « Madeleine Rebérioux (1920-2005) », *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, n° 21, 2005, pp. 5-8 (citation p. 8).

## ANNEXE

### Ouvrages cités

ACHIN Catherine *et alii* (dir.), *Sexes, genre et politique*, Paris, Économica, 2007.

AUSLANDER Leora et Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *Différence des sexes et protection sociale*, Saint-Denis, PUV, 1995.

BARD Christine, *Les filles de Marianne. Histoire des féminismes, 1914-1940*, Paris, Fayard, 1995.

BECKER Jean-Jacques et Gilles CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004.

BERENI Laure, *De la cause à la loi : les mobilisations pour la parité en France, 1992-2000*, thèse de l'Université Paris 1, 2007, à paraître.

BERENI Laure, Sébastien Chauvin, Alexandre JAUNAIT, Anne REVILLARD, *Introduction aux Gender Studies. Manuel des études sur le genre*, Bruxelles, De Boeck, coll. « Ouvertures politiques », 2008.

BOUCHARDEAU Hélène (préface, notes et commentaires), *Hélène Brion, la Voie féministe*, Paris, Syros, 1978.

BOXER Marilyn Jacoby, « Rethinking the Socialist Construction and International Career of the Concept "Bourgeois Feminism" », *American Historical Review*, volume 112, n° 1, février 2007, pp. 131-197.

CACOUAULT-BITAUD Marlaine, « Professeur du secondaire : une profession féminine ? Éléments pour une approche sociohistorique », *Genèses*, n° 36, 1999, pp. 92-115.

CARROY Jacqueline, Nicole EDELMAN, Annick OHAYON (dir.), *Les Femmes dans les sciences de l'homme (XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles). Inspiratrices, collaboratrices ou créatrices ?*, Paris, Éditions Seli Arslan, 2005.

CHABOT Joceline, *Les Débuts du syndicalisme féminin chrétien en France, 1899-1944*, Lyon, PUL, 2003.

—, « Les femmes syndicalistes chrétiennes dans le *Maitron* », in Michel Dreyfus, Claude Pannetier et Nathalie Viet-Depaule (dir.), *La Part des militants*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, pp. 271-283.

CHAIGNAUD François, *L'Affaire Berger-Levrault : le féminisme à l'épreuve (1897-1905)*, Presses universitaires de Rennes, 2009.

CHAPERON Sylvie, *Les Années Beauvoir, 1945-1970*, Paris, Fayard, 2000.

—, « Une génération d'intellectuelles dans le sillage de Simone de Beauvoir », *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, n° 13, « Intellectuelles », pp. 99-116.

CHARLE Christophe, *La République des universitaires, 1870-1940*, Paris, Le Seuil, 1994.

—, « Les femmes dans l'enseignement supérieur. Dynamiques et freins d'une présence, 1946-1992 », in Vincent Duclert, Rémi Fabre et Patrick Fridenson (dir.), *Avenirs et avant-gardes en France, XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles. Hommage à Madeleine Rebérioux*, Paris, La Découverte, 1999, pp. 84-105.

CHENUT Helen Harden, *The Fabric of Gender: Working Class Culture in Third Republic France*, The Pennsylvania State University Press, 2005.

CLARK Linda, *The Rise of Professional Women in France: Gender and Public Administration since 1830*, Cambridge University Press, 2000.

*Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, « Résistances et Libérations, France 1940-1945 », n° 1, 1995 (sous la direction de Françoise Thébaud).

—, « Métiers, corporations et syndicalismes », n° 3, 1996 (sous la direction de Michelle Zancarini-Fournel).

—, « Intellectuelles », n° 13, 2001 (sous la direction de Florence Rochefort).

DOWNES Laura, *L'Inégalité à la chaîne. La division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre, 1914-1919*, Paris, Albin Michel, 2002.

—, *Writing Gender History*, Hodder Arnold, Writing History Series, 2004.

DUBESSET Mathilde, Françoise THEBAUD, Catherine VINCENT, « Les munitionnettes de la Seine », in Patrick Fridenson (dir.), *1914-1918, l'autre front*, cahier du *Mouvement social*, n° 2, 1977, pp. 189-219 (article tiré d'un mémoire de maîtrise soutenu en 1974).

DUBESSET Mathilde, Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Parcours de femmes, réalités et représentations. Saint-Étienne 1880-1950*, Lyon, PUL, 1993.

DYHOUSE Carol, *No distinction of Sex? Women in British Universities, 1870-1939*, Londres, UCL Press, 1995.

EFTHYMIU Loukia, *Identités d'enseignantes-Identités de femmes. Les femmes professeurs dans l'enseignement secondaire public en France (1914-1939)*, thèse de l'Université Paris 7, 2002.

FRADER Laura, *Breadwinners and Citizens: Gender in the Making of the French Social Model*, Duke University Press, 2009.

FRADER Laura, Sonya ROSE (dir.), *Gender and Class in Modern Europe*, Cornell University Press, 1996.

GARDEY Delphine, *La Dactylographe et l'Expéditionnaire. Histoire des employés de bureau, 1890-1930*, Paris, Belin, 2001.

—, « Les sciences et la construction des identités sexuées. Une revue critique », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, juin 2005, pp. 649-673.

GARDEY Delphine, Ilana LOWY (dir.) 2000, *L'Invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2000.

GRUBER Helmut, Pamela GRAVES (dir.), *Women and Socialism / Socialism and Women. Europe between the Two World Wars*, Providence, Berghahn Books, 1998.

*Histoire@Politique. Politique, culture, société* (revue électronique du Centre d'histoire de Sciences Po), « Les femmes et le pouvoir », n° 1, 2007 (dossier coordonné par Christine Bard).

GUBIN Éliane, Catherine JACQUES, Florence ROCHEFORT, Brigitte STUDER, Françoise THEBAUD, Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *Le Siècle des féminismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2004.

GUERAICHE William, *Les Femmes et la République. Essai sur la répartition du pouvoir de 1943 à 1979*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1999.

JENSON Jane, Mariette SINEAU, *Mitterrand et les Françaises. Un rendez-vous manqué*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.

*Le Mouvement social*, « Travaux de femmes », n° 105, 1978 (sous la direction de Michelle Perrot).

—, « Métiers de femmes », n° 140, 1987 (sous la direction de Michelle Perrot).

LEPINARD Estelle, *L'Égalité introuvable. La parité, les féministes et la République*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

LIATARD Séverine, *Colette Audry (1906-1990). Une femme intellectuelle au XX<sup>ème</sup> siècle, engagements et identités*, thèse de l'Université Paris 1, 2006, à paraître.

LISZEK Slava, *Marie Guillot. De l'émancipation des femmes à celle du syndicalisme*, Paris, L'Harmattan, coll. « Chemins de la mémoire », 1994.

MCBRIDE STETSON Dorothy, Amy G. Mazur (dir.), *Comparative State Feminism*, Sage Publications, 1995.

*Mil neuf cent*, « Figures d'intellectuelles », 1998 (sous la direction de Françoise Blum et Muriel Loosfelt).

OMNES Catherine, *Ouvrières parisiennes. Marchés du travail et trajectoires professionnelles au 20<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1997.

PEDERSEN Susan, *Family Dependence and the Origins of the Welfare State, Britain and France 1914-1945*, Cambridge University Press, 1993.

PERROT Michelle, « L'éloge de la ménagère dans le discours des ouvriers français du XIX<sup>ème</sup> siècle », *Romantisme*, « Mythes et représentations de la femme au xix<sup>e</sup> siècle », octobre-décembre 1976, pp. 105-121.

RACINE Nicole, Michel TREBITSCH (dir.), *Intellectuelles. Du genre en histoire des intellectuels*, Bruxelles, Complexe, 2004.

REBERIOUX Madeleine, « La question des femmes dans les débats de la Deuxième Internationale », in *Anna Kuliscioff e l'eta del riformismo*, Milan, Mondo operaio et Edizione Avanti !, 1978 (réédité in Madeleine Rebérioux, *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Paris, Belin, 1999, pp. 141-160).

—, *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Paris, Belin, 1999.

RENNES Juliette, *Le Mérite et la Nature. Une controverse républicaine : l'accès des femmes aux professions de prestige, 1880-1940*, Paris, Fayard, 2007.

REVILLARD Anne, *La Cause des femmes dans l'État : une comparaison France-Québec (1965-2007)*, thèse de doctorat en sociologie, ENS Cachan, 2007, à paraître.

REYNOLDS Siân, *Britannica's Typesetters: Women Compositors in Edwardian Edinburgh*, Edinburgh University Press, 1989.

—, *France between the Wars: Gender and Politics*, Londres, Routledge, 1996.

—, « Le sacre de la citoyenne ? Réflexions sur le retard français », in Yolande Cohen et Françoise Thébaud (dir.), *Féminismes et identités nationales*, Lyon, centre Jacques-Cartier, 1998, pp. 71-84.

—, « Trois dames au gouvernement (1936) », in Christine Bard (dir.), *Un siècle d'antiféminisme*, Paris, Fayard, 1999, pp. 192-204.

RIOT-SARCEY Michèle, *La Démocratie à l'épreuve des femmes. Trois figures critiques du pouvoir, 1830-1848*, Paris, Albin Michel, 1994.

—, *Le réel de l'utopie. Essai sur le politique au XIX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Albin Michel, 2001.

ROBERT Jean-Louis, « La CGT et la famille ouvrière, 1914-1918 : première approche », *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1988, pp. 46-66.

ROSANVALLON Pierre, *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992.

RUPP Leila J., *Worlds of Women: The Making of an International Women's Movement*, Princeton University Press, 1997.

SCHOENI Céline, *Crise économique et travail féminin : retour à l'ordre. L'offensive contre le travail des femmes dans les services publics en Suisse et en France durant les années 1930*, thèse de l'Université de Lausanne, 2009, à paraître.

SCHWEITZER Sylvie, 2002, *Les Femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles*, Paris, Odile Jacob, 2002.

SCOTT Joan W., 1991, « La travailleuse », in Geneviève Fraisse et Michelle Perrot (dir.), *Histoire des femmes en Occident – Le XIX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Plon, pp. 419-444.

SMITH Bonnie G. (dir.), *Global Feminisms since 1945*, Londres et New York, Routledge, 2000.

SMITH Paul, *Feminism and the Third Republic*, Oxford, Clarendon, 1996.

SOHN Anne-Marie, « Exemplarité et limites de la participation féminine à la vie syndicale : les institutrices de la CGTU », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 1977, pp. 593-623.

SOWERWINE Charles, *Les Femmes et le Socialisme, un siècle d'histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1978 (livre issu d'un Ph. D. soutenu en 1973).

STUDER Brigitte, « Genre et classe dans le mouvement ouvrier. L'arrangement social autour de la législation protectrice du travail au tournant du siècle », in J. Batou, M. Cerutti et Ch. Heimberg (dir.), *Pour une histoire des gens sans Histoire. Ouvriers, exclues et rebelles en Suisse, XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1995, pp. 121-135.

STUDER Brigitte, Françoise THEBAUD, « Entre histoire et mémoire », in Catherine Jacques, Éliane Gubin, Florence Rochefort, Brigitte Studer, Françoise Thébaud et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Le Siècle des féminismes*, op. cit., pp. 27-45.

STUDER Brigitte, François VALLOTTON (dir.), *Histoire sociale et mouvement ouvrier. Sozialgeschichte und Arbeiterbewegung, 1848-1998*, Lausanne et Zurich, Éditions d'en bas et Kronos, 1997.

THEBAUD Françoise, « Promouvoir les droits des femmes : ambitions, difficultés et résultats », in Serge Bernstein, Pierre Milza et Jean-Louis Bianco (dir.), *François Mitterrand – Les années du changement (1981-1984)*, Paris, Perrin, 2001, pp. 567-600.

—, « Histoire des femmes, histoire du genre et sexe du chercheur », in Jacqueline Laufer, Catherine Marry et Margaret Maruani (dir.), *Le Travail du genre. Les sciences sociales à l'épreuve du genre*, Paris, La Découverte-MAGE, 2003, pp. 70-87.

—, « Les femmes au BIT (Bureau international du travail) : l'exemple de Marguerite Thibert », in Jean-Marc Delaunay et Yves Denéchère (dir.), *Femmes et relations internationales*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, pp. 177-187.

—, *Écrire l'histoire des femmes et du genre*, Lyon, ENS Éditions, 2007.

TIKHONOV Natalia, *La Féminisation des universités suisses, 1870-1930*, thèse de l'Université de Genève, 2003.

VAHE Isabelle, *Jeanne Mélin (1877-1964), un parcours singulier dans la mouvance féministe et pacifiste en France au XX<sup>ème</sup> siècle*, thèse de l'Université Paris 8, 2004.

VIENNOT Éliane, *La France, les Femmes et le Pouvoir : l'invention de la loi salique (V<sup>ème</sup>-XVI<sup>ème</sup> siècle)*, Paris, Perrin, 2006.

—, *La France, les Femmes et le Pouvoir : vol. 2. Les Résistances de la société (XVII<sup>ème</sup>-XVIII<sup>ème</sup> siècle)*, Paris, Perrin, 2008.

WIKANDER Ulla, Alice KESSLER-HARRIS, Jane LEWIS (dir.), *Protecting Women: Labor Legislation in Europe, The United States and Australia, 1880-1920*, University of Illinois Press, 1995.

ZYLBERBERG-HOCQUARD Marie-Hélène, *Féminisme et syndicalisme en France*, Paris, Anthropos, 1978 (livre issu d'une thèse soutenue en 1973).

—, *Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1981.

LES ESSAIS DE LA FONDATION JEAN-JAURES  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GILLES FINCHELSTEIN  
REDACTEUR EN CHEF : LAURENT COHEN

CONCEPTION MAQUETTE : A&CO - IOW  
REALISATION : REFLETSGRAPHICS

FONDATION JEAN-JAURES  
12 CITE MALESHERBES - 75009 PARIS  
TELEPHONE : 01 40 23 24 00  
TELECOPIE : 01 40 23 24 01  
COURRIEL : [fondation@jean-jaures.org](mailto:fondation@jean-jaures.org)  
SITE INTERNET : [www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Françoise Thébaud

## Socialisme, femmes et féminisme

Nés au XIX<sup>ème</sup> siècle, socialisme et féminisme ont tenté de changer le monde, dénonçant la domination de classe ou celle des hommes sur les femmes. Le féminisme est-il donc soluble dans le socialisme, voie royale pour l'émancipation des opprimé(e)s ? Le socialisme prend-il vraiment en charge la question des droits des femmes ? Ces questions se posent aujourd'hui comme elles se sont posées hier.

Françoise Thébaud revient dans cet essai historiographique sur trente ans de réflexion sur les enjeux et la complexité des relations entre féminisme et socialisme, des ouvrières et militantes féministes étudiées par Madeleine Rebérioux en 1978 aux débats les plus contemporains sur la parité.

[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

ISBN : 2-910461-88-2  
6 €